

Pétrole et gaz du Canada—Loi

Il y a une autre conséquence qui a été expliquée dans toute son ampleur dramatique dans un article paru dernièrement dans l'hebdomadaire *Barron's*. Il s'agit du numéro du 26 octobre; c'est donc tout récent. Cet article de Michael Walker se trouve à la page 39 de la revue; l'auteur cite un passage d'une étude préparée par le Fraser Institute de Vancouver. Voici ce que dit l'article:

D'ici 12 mois, environ 80,000 puits seront forés aux États-Unis, c'est-à-dire cinq fois plus que dans tous les autres pays du monde réunis.

Une voix: Le Fraser Institute est le groupe le plus réactionnaire.

M. Munro (Esquimalt-Saanich): Il est difficile d'être réactionnaire à propos de faits. D'après cet Institut, 80,000 puits seront forés aux États-Unis, soit à peu près cinq fois plus que dans tous les autres pays du monde réunis. Voici la suite:

Environ 10,000 puits seront financés par des réfugiés canadiens soit—deux fois plus...

D'après lui, le forage de ces puits sera financé par des réfugiés canadiens avec des capitaux canadiens.

Compte tenu de la dégradation de la situation au Canada à cause des politiques du gouvernement dont on a fêté le premier anniversaire cette semaine, les députés d'en face devraient avoir honte. Je les ai vu porter du sang au revers de leur veston cette semaine, et cela convient parfaitement. Les autres députés devraient porter des brassards. C'est le sang des Canadiens qui va abreuver l'économie américaine. Selon certaines rumeurs, le ministre des Finances (M. MacEachen) s'apprêterait à saigner les banques encore davantage. J'ai l'impression qu'il songeait à la campagne de collecte de sang de la Croix-Rouge lorsqu'il a fait cette déclaration cette semaine.

● (2140)

Nous devrions porter des brassards noirs cette semaine et jusqu'au jour où nous aurons réussi à démolir ce bill. La mesure à l'étude marquera la destruction de l'entreprise privée dans notre pays, comme l'a expliqué avec beaucoup de compétence mon ami, le représentant de Capilano (M. Huntington).

M. Waddell: Monsieur l'Orateur, le député me permettrait-il de lui poser une question?

L'Orateur suppléant (M. Ethier): Le député est-il d'accord?

M. Munro (Esquimalt-Saanich): D'accord.

M. Nielsen: Nous passons notre temps à faire votre éducation.

M. Waddell: Le représentant du Yukon (M. Nielsen) dit que ses collègues et lui passent leur temps à faire mon éducation. Pourquoi le député et ses collègues s'en prennent-ils à cet article en particulier de la loi qui, essentiellement, protège les sociétés pétrolières? Pourquoi se font-ils les porte-parole des sociétés pétrolières au lieu de concentrer leur attention sur des questions relatives à l'environnement, aux autochtones, des questions qui intéressent les petites gens? Pourquoi s'intéressent-ils davantage à cette disposition rétroactive de 25 p. 100? Ils se préoccupent au premier chef des grosses sociétés pétrolières.

M. Nielsen: Attendez un peu d'entendre mon exposé!

M. Munro (Esquimalt-Saanich): Monsieur l'Orateur, je me souviens pertinemment d'avoir participé au débat sur des questions de l'environnement. Ce ne sont pas les sociétés pétrolières que je défends au cours du présent débat. Je défends les Canadiens et les entreprises canadiennes. Les députés des deux côtés de la Chambre devraient être prêts, tout comme moi, à investir eux-mêmes le dernier cent de leurs économies dans la mise en valeur de notre pays, même si les résultats sont parfois désastreux, comme c'est le cas depuis trois ou quatre mois, et non par l'entremise d'un gouvernement paternaliste qui prétend savoir mieux que nous comment investir notre argent.

M. Gordon Taylor (Bow River): Monsieur l'Orateur, nous avons beaucoup parlé ces derniers jours de canadianisme. A entendre les députés du gouvernement, on croirait qu'ils ont le monopole du canadianisme. Je tiens à bien préciser qu'aucun parti n'a le monopole du nationalisme ou du canadianisme. Lorsque le parti libéral tente de nous faire croire qu'il est le seul à représenter les Canadiens ou à favoriser la propriété canadienne, il induit totalement la population en erreur.

Notre parti travaillait déjà pour le canadianisme bien longtemps avant que les libéraux ne songent seulement à le faire.

Une voix: Nous avons fondé le pays.

M. Taylor: Oui. Si les députés d'en face croient être les seuls vrais Canadiens, ils devraient lire l'histoire du Canada.

En ce qui concerne la dernière question qui a été adressée à mon collègue, je répète que nous ne parlons pas au nom des sociétés pétrolières. Je n'ai jamais été le porte-parole des sociétés pétrolières, mais je tiens à vous rappeler que sans ces sociétés, nous devrions importer 90 p. 100 de notre pétrole des pays de l'OPEP. Tenez-vous-le pour dit, car c'est comme cela, que vous le vouliez ou non. Il suffit de relire notre histoire. Le Canada n'avait pratiquement pas de pétrole en 1935. Qu'est-ce qui est arrivé?

Une voix: Les créditistes l'ont découvert.

M. Taylor: En 1937 et 1939, le gouvernement de l'Alberta est venu à Ottawa—nous avions un gouvernement libéral à cette époque—et a essayé d'obtenir de l'aide pour la prospection pétrolière. L'Alberta n'a rien eu. Le gouvernement ne voulait pas investir un seul sou en Alberta. En fait, 30 ans se sont écoulés avant qu'il ne nous donne nos ressources.

Pourquoi aurait-il voulu que nous les exploitions? Il préférerait que nous restions pauvres, que nous soyons une province démunie, comme nous l'étions dans ce temps-là. Nous versions au détenteurs d'obligations 52c. de chaque dollar perçu en Alberta.

Nous voulions exploiter nos ressources en Alberta et contribuer à l'expansion du pays. Le Canada n'a pas voulu nous aider. La Banque du Canada ne nous a pas aidés, même si feu McKenzie King nous l'avait promis pendant la campagne électorale. Finalement, notre ministre des Mines s'est rendu en Angleterre et en France, mais il n'a pas pu obtenir des fonds là-bas non plus. C'est alors qu'il est allé aux États-Unis chercher le capital requis pour exploiter nos ressources pétrolières en Alberta.